

Compte rendu

Ouvrage recensé :

NDULU Benno et Nicolas VAN DE WALLE (dir.). *Agenda for Africa's Economic Renewal*.
Washington, Overseas Development Council, 1996, 256 p.

par Bandeja Yamba

Études internationales, vol. 28, n° 4, 1997, p. 909-912.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703830ar>

DOI: 10.7202/703830ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

par Deirdre McKay (University of British Columbia) qui commente le cas de Flor Contemplacion, la jeune Philippine pendue pour double meurtre à Singapour (pp. 93-109), cause d'un refroidissement des relations entre les Philippines et Singapour et victime de relations néo-coloniales. Une série de contributions tourne ensuite autour d'une thématique agricole : l'aquaculture en Thaïlande (Pierre Bouret, Université Laval, pp. 119-131), la déforestation en Asie du Sud-Est liée au commerce du bois avec le Japon (Peter Dauvergne, Australian National University à Canberra, pp. 133-155), ainsi qu'à l'expansion agricole en Birmanie et Thaïlande (Estelle Dricot et Steve Déry, Université Laval, pp. 157-177). Deux études par trois jeunes chercheurs de l'Université Laval (François Brassard, Lyne Chabot et Luisa Molina, pp. 179-198) analysent sur des cas précis la consommation de bois de feu au Vietnam. Toutes ces études soulignent les problèmes écologiques et environnementaux liés à la mondialisation, qui pousse à exporter des ressources lentement renouvelables ou à intensifier l'agriculture au-delà des limites d'un développement écoviable.

L'ouvrage souffre des contraintes habituelles propres à une publication collective pluridisciplinaire, et d'une hétérogénéité que les « éditeurs » n'ont pas cherché à masquer. Le titre indique bien que certains champs d'analyse ont été sélectionnés, de façon nécessairement partielle. À la charnière de l'analyse synthétique et du cas, les études sur la *governance* nous ont paru les plus intéressantes, mais selon ses intérêts et sa discipline le lecteur intéressé par l'Asie

du Sud-Est et la mondialisation y trouvera matière à réflexion.

Marie LAVIGNE

*Institut de Sciences Mathématiques et
Économiques Appliquées
Paris, France*

Agenda for Africa's Economic Renewal.

NDULU Benno et Nicolas VAN DE WALLE
(dir.). Washington, Overseas
Development Council, 1996, 256 p.

Le livre recensé s'adresse aux décideurs dont la principale préoccupation est la recherche de solutions aux problèmes économiques de l'Afrique : ces solutions passent par la mondialisation économique. Si, pour certains observateurs, en Afrique comme ailleurs, la mondialisation des marchés appauvrit l'Afrique, telle n'est pas l'opinion de Benno Ndulu, Nicolas Van de Walle et des autres collaborateurs de ce livre. Ces derniers voient même la mondialisation économique comme un excellent moyen de poser les jalons d'une « nouvelle politique économique nationale », puisqu'une plus grande intégration des économies des pays africains aux marchés internationaux a pour effet de compenser les faiblesses structurelles caractérisant ces économies nationales, notamment par un accès aux meilleures technologies et au savoir-faire, par un attrait des investissements étrangers, bref, par l'amélioration des pans entiers de l'économie.

Dans son ensemble, le livre va au-delà des critiques du néolibéralisme. C'est sa principale force et son intérêt. Ses auteurs dressent une liste des paramètres généraux dont les décideurs (*policymakers*) ont besoin

pour stimuler la croissance des économies africaines. Selon eux, les trois dernières décennies ont vu l'Afrique subsaharienne traîner derrière les autres continents, en termes de croissance économique et de réduction de la pauvreté ; parallèlement à la détérioration de sa performance économique, l'Afrique a connu une augmentation de sa population et une diminution de son produit intérieur brut ; les mêmes baisses ont été observées dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'espérance de vie et de la mortalité infantile. Parmi les causes de cette contre-performance il y a : l'endettement, la faiblesse des capacités humaines, le retard technologique, les réformes économiques incomplètes, le manque de diversification et le caractère extraverti des économies africaines, l'instabilité politique, la corruption et le clientélisme, la détérioration des termes de l'échange, etc. Pourquoi donc, après deux décennies de réformes économiques entreprises dans les années 90, la performance économique de l'Afrique continue-t-elle de se détériorer ? Dans le cadre d'un environnement économique international qui évolue, que peuvent faire les décideurs africains pour conduire leurs pays vers un développement durable dans les années à venir ? C'est donc à ces interrogations que les auteurs tentent de répondre dans ce livre qui comprend six chapitres.

Le chapitre 1 (*Consolidating Macroeconomic Stabilization and Restoring Growth in Africa*) évalue partiellement (et négativement) les réformes économiques entreprises dans le passé. Après avoir trouvé un consensus sur « ce qui n'a pas mar-

ché », les auteurs dressent la liste des attributs d'une croissance équitable visant à réduire la pauvreté et à éliminer les distorsions économiques dans les pays africains. La réduction de la dette, la coopération régionale, la résolution des conflits politiques et ethniques sont autant d'éléments suggérés dans le livre. De plus, les auteurs prônent la continuité des programmes d'ajustement structurel, ceux-ci devant déboucher sur les réformes de la fiscalité (ex. : lutte contre les exemptions et les fraudes, extension fiscale aux secteurs agricole et informel), de la monnaie, des finances ; ils plaident en faveur du renforcement des institutions politiques pour faciliter l'accumulation rapide du capital physique et humain, pour restaurer et soutenir la croissance à moyen et à long terme.

Dans les chapitres 2 et 6 (*State Capacity and Effective Governance ; The Politics of Economic Renewal in Africa*), les auteurs soutiennent que les obstacles majeurs qui s'opposent au renouvellement des économies africaines sont institutionnels et que les politiques de croissance n'émergeront pas dans ce continent en l'absence des structures politiques plus efficaces. Ils voient quand même l'État comme un joueur majeur dont les multiples rôles devraient être, entre autres, de créer un cadre législatif bien défini et d'appliquer les lois, bref, de stimuler les affaires. Cette tâche exige une réforme significative de la fonction publique. La réforme de cette fonction publique entraîne une foule d'autres mesures : la formation professionnelle, la mise en place d'un système de promotion basé sur le mérite, l'introduction d'un esprit de corps

chez les cadres. Mais, compte tenu de la rareté des ressources à la disposition de l'Afrique, l'évaluation de l'efficacité de la fonction publique sera un travail à long terme, qui ne peut pas donner des dividendes dans l'immédiat. C'est pourquoi la réforme doit s'adresser d'abord et avant tout à un petit nombre de fonctionnaires qui sont au sommet de la haute fonction publique avant de s'étendre à l'ensemble de l'administration.

Le chapitre 3 (*Enhancing Human Capacities in Africa*) porte sur le renforcement des ressources humaines en Afrique. La ligne directrice principale proposée aux décideurs et aux planificateurs consiste à investir dans les services de santé et dans l'éducation de base, deux secteurs qui ne doivent pas être considérés comme inutiles, mais plutôt comme des secteurs dont les rôles consistent à sauver des vies et à former les ressources humaines et techniques nécessaires à l'Afrique.

Le chapitre 4 (*Agriculture Transformation: The Key to Broad-Based Growth and Poverty Alleviation in Africa*) porte sur la transformation du secteur agricole (qui occupe 70 % de la population et offre les grandes possibilités de travail). Cette transformation passe par le renforcement des capacités humaines, la redéfinition des rôles respectifs entre les secteurs privé et public, l'investissement dans les structures économiques rurales, (en particulier dans le crédit), la réduction de coûts de transaction (par exemple le transport), l'adaptation des nouvelles technologies aux réalités africaines, la décentralisation et la privatisation des services de soutien. Autant de stratégies qui doivent être

retenues pour transformer l'agriculture.

Le chapitre 5 (*Trade and Industrial Policy in Africa*) traite du commerce et de la politique industrielle des États africains. Après avoir analysé l'exemple du Ghana, comme un des modèles de réussite pour avoir suivi à la lettre les directives imposées par les institutions financières internationales dans l'application des réformes économiques, les auteurs font un bref historique du débat théorique et de l'échec des politiques industrielles qui ont motivé la mise en place des programmes d'ajustement structurel. Ils dressent une liste des conditions qui favoriseront la croissance économique des pays africains: la haute technologie, la diversification économique, le renforcement du secteur import-export, une main-d'œuvre qualifiée et à meilleur marché, un partenariat entre les gouvernements et le secteur privé, la poursuite du processus de libéralisation et de privatisation des entreprises par l'allègement des tracasseries administratives pour faciliter les investissements sont autant d'éléments qui contribueront au démarrage économique. Mais les décideurs doivent tenir compte des différences entre les pays: différences au niveau des ressources tant humaines, minières qu'agricoles (revenus, taille du pays, population...); de la performance économique; des facteurs socio-politiques (pays déchirés par la guerre civile, la corruption, l'absence de l'autorité centrale), car, disent les auteurs, les problèmes de la gouvernance sont si nombreux que la stratégie du développement à long terme nécessite d'abord et avant tout la mise en place d'une autorité nationale légitime là où elle fait défaut.

Les éléments majeurs qui ressortent du livre sont, d'une part, l'appel à l'adoption du modèle de développement orienté vers l'exportation; les auteurs réfutent l'affirmation présentant l'ouverture du système économique international comme un danger pour l'Afrique. D'autre part, en dépit du discours pro-libéralisme, les auteurs soutiennent que toutes les stratégies du développement en Afrique doivent se faire conformément aux choix des citoyens et avec la participation de ces derniers.

Trois points faibles caractérisent le livre. Le premier porte sur les modes d'application et de suivi pour lesquels les auteurs souhaitent qu'ils tiennent compte des forces du marché; or, ce que les auteurs ne mentionnent pas, c'est le fait que ces forces du marché dépossèdent les États africains d'une partie importante de leurs prérogatives politiques. Le deuxième point faible consiste à définir le développement essentiellement en termes économiques, sans tenir compte, par exemple, des coûts sociaux que les réformes occasionnent. Le troisième point faible porte sur les nombreuses répétitions contenues dans le volume. Les auteurs reviennent constamment sur les mêmes items: stabilité macro-économique, renforcement des capacités humaines et institutionnelles, développement du secteur privé, transformation de l'agriculture, etc. Au-delà des ces points faibles, on peut affirmer une chose: qu'ils soient d'accord ou non avec les perspectives des auteurs (qui représentent le point de vue américain), les lecteurs (décideurs et universitaires) de *Agenda for Africa's Economic Renewal*, trouveront dans ce

livre des propositions actualisées faites à partir d'expériences de terrain.

Bandeja YAMBA

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

Dimensions of Development with Emphasis on Africa.

NEGASH, Tekeste et Lars RUDEBECK (sous la direction de). *Uppsala (Suède), Nordiska Afrikainstitutet, 1995, 279 p.*

Les efforts pour en arriver à une meilleure compréhension du développement sont certes louables mais, bien souvent, ils se limitent à une analyse de quelques phénomènes ou événements isolés. C'est malheureusement le cas de ce livre, qui regroupe les actes d'un colloque interdisciplinaire sur les études du développement tenu à Uppsala en 1994. Les auteurs – dont plusieurs doctorants – œuvrent tous dans les pays scandinaves et certains comptent de nombreuses années d'expérience en Afrique. Ils ont rédigé des textes qui s'inscrivent dans leurs disciplines respectives telles que les sciences sociales, la théologie, l'agriculture, la médecine et les sciences de la nature. Or, au-delà du collage de textes sous quatre grands thèmes – plutôt vagues par ailleurs – seule une introduction de sept pages permet d'entrevoir une finalité commune à l'exercice.

L'ouvrage est divisé en quatre parties qui traitent de la problématique du développement sous divers angles. Ainsi, la première partie aborde certaines facettes des théories du développement. Le premier chapitre, qui présente un cadre théorique pour l'étude du développement, est le seul qui soulève explicitement